

**Arrêté préfectoral n°42-DDPP-24 portant modification des conditions d'exploitation  
société Goodman France – ZAC des Plaines à Sury le Comtal (42450)**

**Le Préfet de la Loire**

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article R.181-46  
**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux installations pourvues de toiture destinées au stockage de matières combustibles soumises à déclaration, enregistrement et autorisation au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement  
**Vu** le décret du 11 01 /2023 nommant monsieur Alexandre Rochatte, préfet de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-201 du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2023 portant délégation de signature à M. Pierre CABRIDENC, directeur départemental par intérim de la protection des populations de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 6 avril 2022 et 2 mai 2023 qui réglementent les activités de la société GOODMAN FRANCE dont le siège social est situé 24, rue de Prony 75017 PARIS pour les installations qu'elle exploite à SURY LE COMTAL, Zone d'activités des Plaines;  
**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 27 juillet 2023 et complété les 12 janvier 2024 et 02 février 2024 présentant des demandes d'aménagements aux arrêtés préfectoraux susvisés avec mesures alternatives lorsque nécessaires ;  
**Vu** la décision de l'Autorité environnementale en date du xx/xx/2024 décidant que les modifications présentées par l'exploitant ne sont pas soumises à évaluation environnementale ;  
**Vu** les avis émis par les services consultés dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance susvisé ;  
**Vu** le rapport et les propositions en date du 02/02/2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL ;  
**Vu** la consultation de la société Goodman France sur le projet d'arrêté par courrier ;  
**Vu** les observations émises sur ce projet d'arrêté ;

**Considérant** que les modifications apportées au projet autorisé n'ont pas d'effet sur le classement du site au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

**Considérant** que les modifications apportées au projet n'entraînent pas d'impacts sur les milieux naturels et humains ni de risque accidentel supplémentaires

**Considérant** qu'en cela les modifications apportées au projet peuvent être considérées comme non substantielles

**Considérant** ainsi que certaines dispositions applicables au site peuvent être adaptées sans qu'il en résulte d'effet particulier sur le niveau de sécurité de l'établissement

**Considérant** qu'ainsi il n'y a pas lieu de procéder à une consultation publique ni à la consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRÊTE**

## TITRE 1 – NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.1

Le paragraphe NATURE DES INSTALLATIONS de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :

### NATURE DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Volume	A, E, D, NC
<b>Entrepôts couverts</b> (stockage de matières, produits ou substances combustibles, en quantité supérieure à 500 tonnes), le volume de stockage étant supérieur à 300 000 m <sup>3</sup>	<b>1510</b>	<b>Volume total d'entrepôt : 731 210 m<sup>3</sup> (53 500 t)</b>	<b>E</b>
<b>Bois ou matériaux combustibles analogues</b> , y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	<b>1532</b>	<b>zone de stockage extérieur de palettes : 2 070 m<sup>3</sup></b>	<b>D</b>
<b>Accumulateurs (ateliers de charge d')</b> . La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<b>2925</b>	Local de charge de batteries des chariots électriques élevateurs  Puissance maximale : 1 200 kW	<b>D</b>
<b>Combustion</b> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si	<b>2910.A2</b>	1 chaufferie fonctionnant au gaz naturel  Puissance totale : 2,5 MW	<b>DC</b>



la puissance thermique nominale de l'installation est inférieure à 2MW			
<b>Produits pétroliers spécifiques</b> et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : Inférieure à 50 t au total	<b>4734.2</b>	Cuve de fuel de 2000 litres pour le sprinklage  Quantité totale : 2 t	<b>NC</b>
<b>Gaz à effet de serre fluorés</b> visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg	<b>4802.2</b>	Installation de climatisation Capacité unitaire supérieure à 2 kg Charge de fluide inférieure à 300 kg sur l'ensemble du site	<b>NC</b>

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), NC (Non Classé)

Unités du Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'exploitant n'est pas autorisé à stocker des liquides inflammables ni des aérosols dans les installations réglementées par le présent arrêté.

Eu égard à la faible ressource en eau pour assurer une lutte efficace contre un incendie spécifique, l'exploitant n'est pas autorisé à stocker des pneumatiques.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature Loi sur l'eau :

RUBRIQUE	INTITULE ET PRECISION	CLASSEMENT
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.  La surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</li> </ul> La surface totale du projet est d'environ 12,1 ha.	<b>D</b>

D : Déclaration

La ZAC des Plaines ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau, qui a donné lieu à un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 3 décembre 2009, le projet est réalisé et exploité en parfaite adéquation avec les prescriptions de cette décision.

## Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Sury-le-Comtal	Section BK, numéro 337 Section BL, numéro 369	ZAC des Plaines

Les installations ci-dessus sont reportées sur le plan de situation de l'établissement figurant au titre XI du présent arrêté.

## TITRE 2 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

### Article 2.1

Le paragraphe CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :

#### Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier initial déposé par l'exploitant le 28 juin 2018 et complété et corrigé le 8 octobre 2018, modifié selon les porter à connaissance présentés ultérieurement dont celui présenté le 27 juillet 2023 et complété les 12 janvier 2024 et 02 février 2024.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs

- les dispositions l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 qui réglemente ses activités,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2023
- le présent arrêté préfectoral complémentaire
- et les réglementations autres en vigueur.

#### Mise en service de l'entrepôt

Avant la mise en service de l'entrepôt, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (cité ci-après) et du présent arrêté préfectoral d'autorisation, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification. Les installations soumises à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont entièrement régies par l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 qui réglemente ses activités, modifié et complété par le présent arrêté préfectoral complémentaire et les réglementations autres en vigueur.

#### Implantation

Les parois extérieures de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;



- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),

Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par la même méthode pour deux cellules adjacentes non séparées par un mur coupe-feu 4 heures.

Les parois extérieures de l'entrepôt sont implantées à une distance au moins égale à 32 mètres de l'enceinte de l'établissement, et les stockages sont organisés de telle manière que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E240. Par exception à cette prescription, les limites sont ramenées aux distances suivantes pour les cellules 1 et 5 de l'entrepôt :

- Cellule 1 / limite Nord-Ouest : 26 m
- Cellule 5 / limite Nord-Est : 29 m
- Cellule 5 / limite Sud-Est : 28 m

Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières (palettes, stockage de déchets...) et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

## **Article 2.2**

Le plan des accès, des circulations, des stationnements poids-lourds, la localisation du poste de garde, sont modifiés comme suit :

### **Modification circulation et parkings PL**

La voie de circulation des PL depuis leur accès au Nord Ouest jusqu'au poste de garde est modifiée :

- le poste de garde est déplacé, se situant dorénavant à l'extrémité de la voirie PL, juste avant l'accès à la plateforme logistique afin de permettre aux gardiens d'avoir un visuel sur les entrée/sortie PL, le parking VL et les zones de quais de la plateforme logistique,
- les stationnements PL d'attente ont été reconfigurés sous la forme d'une unique zone et non deux zones comme initialement prévu (positionnées avant et après le poste de garde).

### **Modification accès VL et secours**

La position des accès dédiés aux véhicules légers et aux services de secours est modifiée :

- l'accès des véhicules légers est organisé par une entrée en partie Sud-Ouest du site
- une entrée secondaire pour le parking VL est prévue en partie Sud du site
- un portail dédié aux services de secours permet de relier les voiries VL et PL
- un second portail dédié aux services de secours permet d'accéder à la voie engins au Nord.

### Article 2.3

La hauteur initialement prévue du bâtiment, notamment pour des raisons liées aux prescriptions techniques vis-à-vis de la protection par sprinklage est réduite comme suit :

La hauteur au faîtage de 13,80 m est ramenée à une hauteur au faîtage de 12,30 m, afin d'assurer une hauteur maximale sous bac acier de toiture de 12.20m.

Cette réduction de la hauteur induit proportionnellement une diminution du volume d'entrepôt, critère de classement de la rubrique ICPE n°1510. Le volume d'entrepôt passe ainsi de 746 000 m<sup>3</sup> à 731 210 m<sup>3</sup>.

Les divers aménagements prévus sur le bâtiment de stockage (lanterneaux, accès à la toiture, intégration d'une croupe en toiture) sont autorisés sous réserve qu'ils n'aient pas d'impact sur la structure dudit bâtiment ni sur les prescriptions applicables.

### Article 2.4

Par dérogation à l'article 2.1 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 applicable aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 1532 (stockage de bois et matériaux combustibles analogues), les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

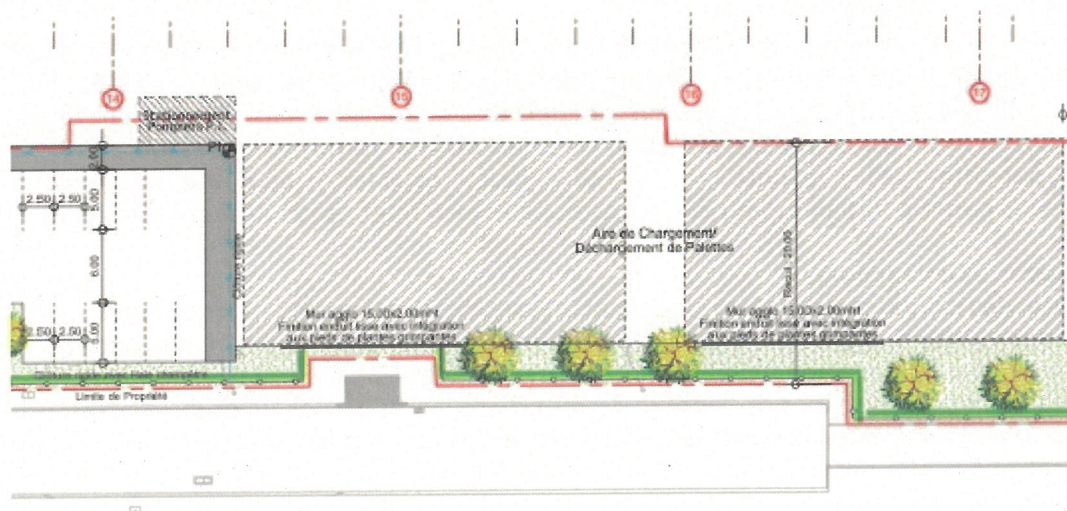
Il est créé au Sud du site une zone de stockage de palettes d'un volume maximum de 2070 m<sup>3</sup> (**1 zone de 15 x 30 et 1 zones de 24 x 15 m**).

La distance à la limite de propriété est ramenée de 5 m à 3,71 m.

Des murs sont installés en limite de la zone de stockage : murs en maçonnerie de 15 m de longueur et 2 m de hauteur. Ces murs justifient d'un degré coupe-feu 2h et constituent des écrans thermiques permettant de confiner à l'intérieur des limites du site les flux thermiques au seuil des effets létaux en cas d'incendie.

Sur la zone Ouest, la distance d'éloignement n'étant pas suffisante, la hauteur du stockage des palettes est limitée à 3 m de façon à maintenir le flux de 5 kW/m<sup>2</sup> au sein des limites d'exploitation. Sur la zone Est, la hauteur de stockage est limitée à 2 m afin de réduire le flux thermique et à ne pas impacter la membrane de la réserve incendie.

L'aire de stationnement et le Poteau Incendie prévus sur cette zone sont déplacés pour respecter l'implantation ci-après :





L'aire de stockage extérieur de palettes reste en toutes circonstances éloignée de plus de 40 m des aires de stationnement des engins pompes. Les flux thermiques au seuil des effets dominos (8 kW/m<sup>2</sup>) sont contenus, par tous moyens physiques utiles, dans la limite de 10 m maximum du stockage sur son côté Est pour protéger l'aire de pompage de la réserve incendie.

## Article 2.5

Le local de charge des batteries respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 applicable aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2925-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## Article 2.6

Le chapitre « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 modifié est corrigé et précisé comme suit pour ce qui concerne les dispositions ci-après :

L'article 8.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 modifié concernant les mises en station des moyens aérien est modifié comme suit :

- la mention  
« les dimensions des aires de stationnement sont de 4 x 15 m »  
est remplacé par la mention  
« les dimensions des aires de stationnement sont 7 x 10 m » ;
- la mention  
« deux aires de mise en station des moyens aériens sont prévues façade nord et sud entre les cellules 2 et les cellules 3 »  
est remplacé par la mention  
« deux aires de mise en station des moyens aériens sont prévues façade sud entre les cellules 2 et 3 » ;
- la mention  
« la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement est au minimum de 15 m »  
est supprimée ;
- la mention  
« Les aires de mise en station de dimension 7x10 m sont prévues aux extrémités des parois séparatives, sur l'ensemble des façades. Elles sont matérialisées au sol et localisées entre 1 et 8 m de la façade. Des aires de stationnement dont les dimensions sont de 8x4 m sont mises en place à moins de 5 m des poteaux incendie. Ces aires sont matérialisées au sol. »  
est remplacée par la mention  
« Les aires de mise en station de dimension 7x10 m sont prévues aux extrémités des parois séparatives, sur l'ensemble des façades. Elles sont matérialisées au sol ou par une signalisation verticale. Des aires de stationnement dont les dimensions sont de 8x4 m sont mises en place à moins de 5 m des poteaux incendie. Ces aires sont matérialisées au sol ou par une signalisation verticale »

L'article 8.2.3.4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 modifié concernant les mises en station des moyens aérien est modifié comme suit :

- la mention

« la distance maximale requise entre les aires de stationnement et le bord du bassin est de 4 m » est remplacée par la mention

« chaque aire est équipée d'une bouche d'aspiration fixe »

Le besoin en eaux d'extinction d'incendie est satisfait, pour une autonomie totale par :

- une réserve aérienne le long de la façade Nord de 500 m<sup>3</sup> avec surpresseur alimentant un réseau de 10 poteaux incendie répartis sur la périphérie de l'entrepôt
- une réserve statique de 840 m<sup>3</sup> au Sud-Est de la construction associée aux aires d'aspiration des engins de secours

La réserve en eau et les aires réservées aux engins de secours situés au Sud-Est du site respectent les dispositions ci-après :

- cette réserve est assurée par la construction d'un bassin dûment dimensionné
- les aires de stationnement à proximité des réserves d'eau sont constituées de plate-formes à raison de 32 m<sup>2</sup> pour 240 m<sup>3</sup> d'eau disponible.
- La distance entre chaque aire de stationnement et la réserve ou le bord du bassin peut être supérieure à 4 m dans le cas d'aires disposant de points d'aspiration fixe
- les aires de stationnement disposent d'un panneau de signalisation de 0,5 x 0,5 m ou d'un marquage au sol visible en toute circonstance
- la hauteur géométrique d'aspiration (hauteur entre le niveau supérieur du plan d'eau et l'axe du corps de pompe de l'engin pompe) est de 6m maximum.
- Un grillage étant disposé entre le bassin et les aires de stationnement, il est prévu une ouverture correctement dimensionnée pour permettre la mise en œuvre des moyens, notamment d'aspiration, entre le bassin et les aires de stationnement.

#### **Article 2.7**

L'article 8.2.4.1 Eaux d'extinction incendie, paragraphe 4 de l'arrêté n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 est corrigé et précisé comme suit :

Le volume d'eaux potentiellement polluées à retenir sur la base du scénario incendie dimensionnant s'établit à un volume total de 2 663 m<sup>3</sup> (calcul à partir de la notice technique D9A).

Le volume du bassin B1 sera au minimum de 2768 m<sup>3</sup>. Le volume du bassin B2 sera au minimum de 2 668 m<sup>3</sup>. Le volume total des bassins étanches B1+B2 sera au minimum de 5 669 m<sup>3</sup>.

#### **Article 2.8**

L'article 4.4.1 de l'arrêté n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 est corrigé et précisé comme suit :

« L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées (hors eaux pluviales ruisselant sur le plot bureaux, le poste de garde et l'auvent localisé au Sud-est de la cellule 5),
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées par les voiries et dirigées vers les bassins de confinement), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) et les eaux pluviales ruisselant sur le plot bureaux, le poste de garde et l'auvent). »

L'article 4.4.2 de l'arrêté n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 est corrigé et précisé comme suit :

« La dilution des effluents est interdite (hormis pour le rejet en très faible quantité des eaux pluviales ruisselant sur le plot bureaux, le poste de garde et l'auvent). En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement. »

Les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées du site sont gérées comme suit :

Les eaux pluviales de toitures de l'entrepôt et des locaux techniques sont collectées et transférées vers la noue étanchée présente au Nord, pour tamponnement avant rejet.



Milieu récepteur	réseau Eaux pluviales de la ZAC puis milieu naturel (ruisseau le Malbief)
Dispositions particulières	Débit de fuite de 10 l/s/ha acquis pour une période de retour de 30 ans
Conditions de raccordement	Arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 (ZAC des Plaines – SURY LE COMTAL) Arrêté d'autorisation de déversement délivré par le gestionnaire de réseau

### TITRE 3 – ABROGATION DE DISPOSITIONS ANTERIEURES

#### Article 3.1

L'arrêté préfectoral n°152-DDPP-22 du 6 avril 2022, dont les dispositions sont soit reprises soit corrigées par le présent arrêté, est abrogé.

### TITRE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

#### Article 4.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon:

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, 24 rue de Prony – Paris (75017) à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Par dérogation au principe de non dilution des eaux pluviales potentiellement polluées, les eaux pluviales ruisselant sur les toitures des bureaux, du poste de garde et du auvent de protection des bennes déchets rejoignent les eaux pluviales de voiries.

Le principe de gestion des eaux est le suivant :

- Eaux pluviales de toitures (hors bureaux, poste de garde et auvent) : collecte et rejet dans une noue étanche au Nord du site dite « Bassin n°1 » d'un volume de 2 768 m<sup>3</sup> (en substitution de « bassin B2 de 2 746 m<sup>3</sup> prévu à l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 ) ;
- Eaux pluviales de voiries/parkings : collecte et rejet dans un bassin de tamponnement étanche à l'Est du site dit « Bassin n°2 » d'un volume de 2 901 m<sup>3</sup> ((en substitution de « bassin B1 de 2 848 m<sup>3</sup> » prévu à l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019). Ces eaux sont traitées en sortie de bassin (au Nord) par un séparateur hydrocarbures.
- Après traitement, les eaux pluviales de voiries et de toitures se rejoignent et sont transférées via le réseau Eaux pluviales de la ZAC au milieu naturel (ruisseau le Malbief)

Le tableau suivant figurant à l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Eaux pluviales
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries et de toitures
Traitement avant rejet	<p>Bassins d'orage et séparateur d'hydrocarbures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les eaux pluviales du site (voiries + toitures) sont collectées par un ensemble de bassins étanches B2 assurant une capacité totale minimum de 2 746 m<sup>3</sup></li> <li>• les eaux de voiries et de parkings B1 sont collectées par un ensemble de bassins étanches assurant une capacité totale minimum de 2848 m<sup>3</sup> et sont traitées par séparateurs d'hydrocarbures dûment dimensionnés.</li> </ul>
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Réseau d'eaux pluviales de la ZAC puis milieu naturel (cours d'eau « Le Malbief »)
Dispositions particulières	Débit de fuite : 10 l/s/ha aquis pour une période de retour de 30 ans
Conditions de raccordement	<p>Arrêté d'autorisation de déversement avec le gestionnaire du réseau</p> <p>Arrêté préfectoral du 3 décembre 2009 relatif à la ZAC des Plaines</p>

est remplacé par le tableau ci-après :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	Eaux pluviales
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries et de toitures
Traitement avant rejet	<p>- Eaux pluviales de toitures (hors bureaux, poste de garde et auvent) : collecte et rejet dans une noue étanche au Nord du site dite « Bassin n°1 » d'un volume de 2 768 m<sup>3</sup></p> <p>- Eaux pluviales de voiries/parkings : collecte et rejet dans un bassin de tamponnement étanche à l'Est du site dit « Bassin n°2 » d'un volume de 2 901 m<sup>3</sup>.</p> <p>Traitement par un séparateur hydrocarbures dûment dimensionné</p>





La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation

#### **Article 4.2 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté est déposée en mairie de Sury le Comtal et peut y être consulté ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Sury le Comtal pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;

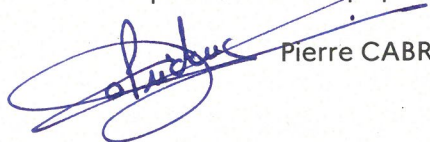
3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **Article 4.3 - Exécution**

Le sous-préfet de Montbrison, le Le directeur départemental de la protection des populations par intérim, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux à la mairie de Sury le Comtal et à la société Goodman France.

Saint-Étienne, le 21/02/2024

Pour le Préfet et par délégation  
Le directeur départemental de la  
protection des populations par intérim

 Pierre CABRIDENC

#### Copie adressée à :

- Société Goodman France
- Sous-préfecture de Montbrison
- Mairie de Sury le Comtal
- DREAL UID 42/43
- Archives